

**Daniel Bibaut, « La grève des PTT en 1974 à Paris et en région parisienne », maîtrise d'histoire contemporaine, sous la direction d'Aimée Moutet, Paris XIII, 1998, 133 p.**

A la veille du grand mouvement de Mai 1968, un éditorialiste écrivait dans le Journal Le Monde : « La France s'ennuie ». Six ans plus tard, ce n'est plus contre l'ennui d'une société jugée sclérosée et conformiste par sa jeunesse qu'éclatent les mouvements sociaux. Dans la fonction publique où ces mouvements de grève se succèdent en 1974, les préoccupations sont ailleurs. Conséquence de la crise économique qui débute en 1974, la Fonction Publique en particulier semble la cible de ceux qui pensent adapter la France à son époque et surtout orienter les stratégies des entreprises vers l'économie de marché. Cette marche forcée vers l'internalisation et la compétitivité s'accompagne de quelques sacrifices. L'ORTF faisait partie de ces canards jugés économiquement boiteux et politiquement gênants.

La crainte qu'à l'ombre des services publics fleurisse encore une certaine idéologie gauchiste issue de Mai 1968 n'avait pas disparue. Ce n'est un secret pour personne. De l'aveu même du secrétaire d'Etat aux PTT qui en juillet 1974 déclarait : « je redoute un effondrement de PTT dans 6 mois ou 2 ans ». Les Postes et Télécommunications traversent effectivement une crise, celle-ci se manifeste à tous les échelons de l'entreprise. Dans les centres de tri et chez les cadres des télécommunications, la tension est la même. Elle se traduira par la grève.

Bien sûr, il convient de relativiser la comparaison. L'ORTF était une petite entreprise publique de 16 000 personnes. C'est bien peu comparé aux PTT qui totalisent près de 300 000 personnes. Le service public de la télévision pouvait bien être en grève plusieurs mois de suite. Cela aurait eu de moindres conséquences sur l'économie et n'aurait suscité probablement aucun bouleversement politique. La télévision est en 1974 un service essentiellement tourné vers les loisirs. D'ailleurs, l'opinion publique s'est peu émue de la disparition de l'ORTF. La grande grève des PTT clôture donc une année sociale très agitée dans la Fonction Publique.

La dernière question posée à Serge Lottier concernait le succès ou l'échec de la grève. Celui-ci nous apporte un élément de réponse en dressant un bilan de 43 jours de conflit : « ça a été un succès pour les postiers... C'est un succès pour le syndicalisme ». Il apparaît évident que la grève a démontré l'unité et la solidarité de toutes les branches des PTT. Il existe bien un sentiment de cohésion entre la Poste, les Télécommunications, les services financiers. La question fondamentale était de préserver l'unité des PTT, d'éviter que ne soient séparées en deux entités distinctes la Poste et les Télécommunications. La question apparaissait en préalable à toutes les questions de statut, de problèmes catégoriels, etc... Serge Lottier le souligne : « on avait fait reculer la volonté du pouvoir de l'époque de couper la Poste des Télécommunications et de les privatiser ».

Et même si la séparation des Postes et Télécoms est devenue effective par la suite, la réforme des PTT n'a pas été aussi brutale que celle qui a mis fin à l'ORTF. La grève de 1974 n'y est certainement pas étrangère.